

Comment améliorer les relations **entre les sociétés civiles Espagne-Maroc?**

Pedro Canales

L'objectif de notre rencontre aujourd'hui est de trouver des nouvelles formes pour faciliter le rapprochement entre les sociétés civiles d'Espagne et du Maroc.

Un brève aperçu sur l'expérience du Comité Averroes peut nous éclaircir sur les erreurs et (ou) les difficultés à éviter dans le futur.

Le Comité Averroes fut mis en place dans les années 80. Ce fut un accord entre le roi Hassan II et le Président espagnol Felipe Gonzalez. Il était conçu comme un appendice des deux gouvernements. Les relations institutionnelles entre les deux pays étant en nette progression, le Comité se voyait comme une simple prolongation. Dans la vision de Hassan II et de F.Gonzalez n'était qu'une extension des relations gouvernementales.

Plus tard les deux gouvernants ont vu la nécessité d'élargir sa fonction, en développant les relations intrinsèques entre les deux sociétés, mais toujours sous tutelle. Le Comité devint alors un organisme avec un programme propre, mais toujours sous l'égide des deux gouvernements. Les ministères des Affaires Etrangères des deux pays désignaient un fonctionnaire "détaché" au Comité, pour superviser ses activités.

En fait c'était le fonctionnaire ou la personne désignée par les AAEE qui déterminait les réunions, les thèmes à discuter, l'ordre du jour des rencontres et les objectifs du Comité.

Dans les deux cas – prolongation ou tutelle – l'expérience du Comité fut telle qui n'apporta rien au rapprochement des deux sociétés civiles.

D'autant plus que sa composition n'était pas représentative des divers courants sociétales. Il y avait des universitaires, des hommes d'affaires, des banquiers, des hommes politiques, des intellectuels ; mais tous ces secteurs étaient déjà organisés et ils existaient des Comités conjoints hispano-marocains pour chaque spécialité (comité interuniversitaire, comité entre les deux patronats, organismes bilatéraux pour les banques, etc). Donc, le Comité Averroes ne faisait que doubler des organismes déjà existants et piétiner sur ceux-ci.

Cependant, l'objectif le plus important pour rapprocher les deux sociétés civiles, qui était la représentation des organisations de base émanant des préoccupations sociales des deux peuples, n'était pas atteint.

Je prend cet exemple non pour faire un bilan des activités du Comité Averroes en lui-même, mais pour tirer quelques leçons.

Entre autres :

Primo. Avant tout, le rapprochement des deux sociétés civiles d'Espagne et du Maroc, doit se faire sans aucune interférence officielle, aucune tutelle.

Pour quoi? Parce qu'il s'agit de parler franchement, sans limites, sans tabous, sans lignes rouges. La discussion entre espagnoles et marocains de ce point de vue, doit être absolument libre et sans entraves. Et je pense ici à des thèmes tel le rôle de la monarchie, au Maroc et en Espagne, les problèmes religieux, au Maroc et en Espagne, le contentieux historique sur Ceuta et Melilla, ou la

décolonisation en général et le conflit du Sahara occidental en particulier. On peut et on doit discuter de tout ça, et de beaucoup d'autres choses.

Deuxio. Les thèmes à discuter doivent être déterminés par les organisations sociales elles-mêmes, et ne doivent pas être fixés par les gouvernements, les partis politiques ou les organismes bilatéraux officiels.

Tertio. Les participants dans ces rencontres ne doivent se sentir obligés à rendre comptes à personne. Car autrement ils seront conditionnés par l'organisme de tutelle, ou celui qui les finance.

Quatre. Les thèmes à discuter ne doivent pas se limiter aux questions bilatérales, mais s'élargir aux problèmes d'intérêt commun.

Ceci dit, voici une considérations pour illustrer la difficulté d'entente entre espagnols et marocains. Dans d'autres pays, particulièrement en France, il y a une grande quantité d'organisations de la société civile de l'immigration maghrébine, qui entretienne des rapports suivis avec des organisations françaises, qui participent dans des activités conjointes régulièrement. Cela permet un dialogue continu très bénéfique.

Ce n'est pas le cas de l'Espagne. Seulement dans le dernier temps, des organisations maghrébines, marocaines en particulier, commencent à participer avec les mouvements sociaux espagnols. Je parle des organisations de défense des libertés, des organisations amazigues, des cercles islamiques, des organisations du type syndicale. En

Catalogne on a avancé dans ce sens, à Madrid très peu, et dans le reste du pays presque rien.

Ici on doit tenir compte aussi que la société espagnole n'est pas habituée à cette ouverture nécessaire. Et ce n'est pas seulement avec les marocains. C'est aussi le cas avec les autres nationalités. Mis a part le cas des "comités de solidarité avec le peuple sahraoui", qui obéissent à d'autres considérations, il n'y a en Espagne aucun organisme dans lequel les espagnols se mobilisent ensemble avec les revendications d'autres peuples. Le Comité de Solidarité avec la Cause Arabe (CSCA), par exemple, qui existe depuis des nombreuses années, est formé par une douzaine de personnes et n'organise aucune activité digne de ce nom. C'est le même cas pour les pays de l'Amérique Latine, avec lesquels pourtant il y a des liens culturels, linguistiques et historiques très puissants. Mais pratiquement aucune activité de rapprochement sociale importante.

Quant à Casa Arabe, c'est en quelque sorte comme le Comité Averroes, élitiste et loin de jouer le lien entre les sociétés civiles de l'Espagne et du monde arabe. Par exemple, ces jours-ci Casa arabe organise un colloque sur " les nouvelles technologies de l'information et la communication en tant qu'instruments pour la démocratie dans les pays arabes ". Un bon sujet certainement. Sauf que parmi les invites il n'y a que des " personnalités " venant des fondations et instituts de renom, mais aucun invité venant, par exemple, de Tunisie ou de l'Egypte, ou ces technologies ont joué un rôle principal dans les révolutions en cours ; il n'y a pas non plus des blogueurs, des jeunes facebook, des représentants du Mouvement 20 Février marocain, du Mouvement 15 Janvier tunisien, de la Place Tahrir du Caire, ou des internautes algériens. Alors je m'interroge sur la portée de cette initiative.

Il y a actuellement un processus révolutionnaire en cours dans le Maghreb et le monde arabe en général, qui mérite d'être abordé par les deux sociétés.

Aussi bien les marocains que les espagnols, ont tout intérêt à débattre, par exemple, sur les points suivants:

- Expérience des révolutions tunisienne et égyptienne.
- Comment avancer dans les droits démocratiques et les libertés.
- Les nouvelles technologies dans le rapprochement des peuples.
- Comment rapprocher la jeunesse marocaine et maghrébine de la jeunesse européenne et espagnole en particulier.
- Comment on voit certains problèmes historiques (Sahara Occidental, Ceuta/Melilla) à la lumière de la globalisation.
- Est-ce que l'expérience de la Transition démocratique en Espagne, peut aider à faire avancer la nouvelle Constitution prévue au Maroc. Etc, etc.

Toutes ces questions peuvent être abordées dans des rencontres entre les deux sociétés civiles. La forme et le lieu est à discuter.